

# Point de vue : Tabac versus développement durable — le courage de lutter



Photo CRDI : M. Campbell

2002-12-06

*Linda Waverley Brigden*

Si les politiciens reconnaissent volontiers les effets néfastes du tabagisme, ils se montrent souvent moins enthousiastes quand vient le moment d'agir. Là est toute la question pour les chercheurs : que faire pour pousser les gens à l'action ?

En premier lieu, il faut admettre que le financement de la recherche sur le tabagisme est malheureusement insuffisant. L'industrie du tabac, quant à elle, dispose de ressources quasi illimitées. Qui plus est, des documents qui circulent au sein des sociétés productrices de tabac font état d'une tactique délibérée de la part de l'industrie qui consiste à maquiller les résultats des recherches qu'elles-mêmes financent. Voilà pourquoi des bailleurs de fonds et des organismes de recherche ont récemment adhéré à la [Déclaration d'Ottawa sur le tabac et le développement durable](#). Essentiellement, ce document réclame une action internationale concertée pour appuyer, à l'échelle locale et en temps opportun, la recherche axée sur les effets du tabagisme et briser l'influence de l'industrie du tabac dans les pays pauvres. La diffusion de l'information est également d'une importance capitale afin que les gouvernements puissent élaborer des politiques et des programmes antitabac efficaces.

## **Le paradoxe de la recherche**

Les tenants de la lutte contre le tabagisme qui voudraient voir les résultats scientifiques se concrétiser en de judicieuses politiques publiques font face à une situation paradoxale. D'une part, il existe de solides arguments en faveur de la limitation de l'usage du tabac. Un grand nombre de rapports de recherche démontrent les effets néfastes de la production et de la consommation de

tabac, tant sur l'environnement et l'économie que sur la santé. On sait que ces effets touchent encore plus durement les pays en développement. D'autre part, en dépit de ces constatations, le manque de courage politique a relégué la lutte antitabac aux derniers rangs des priorités mondiales : sous-financée, la cause n'est souvent même pas reconnue comme étant un enjeu du développement.

Comment, en l'occurrence, la recherche peut-elle influencer sur les politiques publiques pour qu'elles tiennent enfin compte de l'enjeu qu'est le tabagisme, en particulier dans le monde en développement ?

On en sait déjà beaucoup, d'une manière générale, sur les multiples facettes de la menace que constitue le tabac pour les pays en développement. Au chapitre de la santé, le tabagisme demeure la principale cause évitable de mortalité et d'incapacité chez les adultes aujourd'hui. Dans les pays du Sud, le tabac cause la mort d'environ 2 millions de personnes par année. Toutefois, on s'attend à ce qu'en 2030, ce chiffre passe à 7 millions, ce qui représenterait 70 % des décès attribuables au tabagisme à l'échelle mondiale.

### **La recrudescence du tabagisme en Asie**

Le défi consiste à faire connaître les dangers du tabac tout en employant des moyens de communiquer ce savoir qui concordent avec les priorités des pays aux prises avec une foule de problèmes non seulement économiques, mais de tous ordres. Ainsi, la lutte contre le tabagisme n'est guère populaire en Asie, région qui se targue d'être « ouvert au monde des affaires » et qui, partant, hésite à porter atteinte aux intérêts du marché.

En raison de facteurs culturels aussi, les sociétés productrices de tabac ont eu les coudées franches pour conquérir les marchés asiatiques. La création de nouveaux réseaux d'organisations non gouvernementales (ONG) engagées dans la lutte contre le tabagisme et leur mise en rapport avec des organismes donateurs ont été lentes. Cela s'explique par une aversion immémoriale pour la défense d'une cause autant que par l'absence de toute tradition de mécénat d'entreprise dans la région. La difficulté de mettre en place, outre frontières, les mécanismes appropriés et l'idée ancrée que la décision de fumer est une question toute personnelle sont d'autres facteurs qui favorisent l'augmentation considérable du nombre de fumeurs en Asie.

À telle enseigne qu'il y a aujourd'hui en Chine plus de fumeurs qu'il n'y a de personnes aux États-Unis.

### **Des résultats encourageants**

Mais la possibilité de réduire la consommation de tabac, qui est un fait avéré, est de bon augure. Les autorités qui ont su montrer les méfaits du tabagisme ont réussi à faire reculer l'usage du tabac. En Californie, l'interdiction de fumer dans les lieux publics est désormais généralement acceptée, à tel point d'ailleurs que le public réclame des stades et des terrasses sans fumée. Dans une large mesure, ce succès est attribuable au ministère de la Santé de cet État. La campagne de sensibilisation menée par le ministère se fondait sur la recherche, laquelle établit clairement que la fumée secondaire est nocive pour les non-fumeurs.

Aussi encourageants que soient ces faits, il va sans dire que la situation en Californie est très différente des conditions qui prévalent dans les pays en développement.

Que faire, donc, avec les maigres ressources dont disposent ces pays ? La [\*Thai Health Promotion Foundation\*](#) a opté pour une démarche riche en enseignements. La Fondation est d'avis que la

recherche doit être axée précisément sur les objectifs des campagnes sur la santé publique. Au lieu d'effectuer des recherches sur lesquelles fonder les politiques et les campagnes d'information publiques, la Fondation estime qu'il faut d'abord déterminer les orientations politiques, puis adapter la recherche à leur mise en application.

### **Déplacer les montagnes**

Selon le directeur général de la Fondation, M. Supakorn Buasai, la politique tabacole peut être considérablement modifiée, pourvu que trois groupes clés soient bien informés et participent aux changements : les politiciens doivent avoir la volonté d'agir et connaître les options politiques qui s'offrent à eux; les mouvements publics et sociaux doivent avoir accès à l'information disponible sur les effets du tabagisme, particulièrement en ce qui touche leur pays; et, plus que tout, ils doivent avoir accès aux décideurs et aux médias; et le milieu de la recherche est une précieuse ressource, capable de combler les lacunes. Si ces trois éléments sont en place, de dire M. Buasai, on peut déplacer des montagnes.

Et, de fait, la Thaïlande a connu un succès sans précédent lorsqu'elle a fait obstacle aux projets des multinationales du tabac, ayant gagné le droit, à l'issue de délibérations devant un groupe spécial de *The General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) en 1990, d'imposer des mesures antitabac parmi les plus strictes du monde.

### **Poser des questions pertinentes**

Néanmoins, il ne faut pas définir trop étroitement le rôle des chercheurs. Étant donné l'habitude qu'a l'industrie du tabac de consacrer de fortes sommes à ses propres recherches et de peaufiner son argumentaire pour défendre ses pratiques, il faut continuer de poser des questions pertinentes qui permettent de fouiller les faits pour trouver des réponses.

En réalité, ce n'est que tout récemment que l'industrie du tabac a cessé de contester le fait que ses produits sont générateurs de dépendance et ce, grâce au travail acharné de chercheurs décidés à faire connaître les effets du tabac. Le tabagisme soulève de nouvelles questions sur lesquelles les chercheurs devraient se pencher. La question de savoir, par exemple, pourquoi les gens fument — pour maîtriser le stress ou tempérer leurs états émotifs — est essentielle à l'élaboration de programmes efficaces de sevrage. Il faudra aussi examiner de près la relation qui semble exister entre le tabagisme et l'augmentation des risques de dépression et d'angoisse.

Quant à la recherche devant influencer sur l'élaboration des politiques, il faut associer l'usage du tabac aux grandes questions qui préoccupent déjà les ONG, les gouvernements et les organismes internationaux. La tendance à inciter un plus grand nombre de femmes à fumer — et les conséquences que cela comporte pour la santé des nouveau-nés — est évidemment une source d'inquiétude pour les gens qui tentent d'améliorer la santé maternelle et infantile. En outre, l'utilisation accrue de pesticides et d'engrais chimiques dans la culture du tabac est un grave souci écologique. Le fait que 70 % du tabac soit produit dans les pays en développement impose un fardeau démesuré à l'environnement des pays du Sud.

La réduction de la pauvreté est un autre domaine sur lequel le tabagisme a manifestement des répercussions. Souvent, dans les pays en développement, les fumeurs consacrent au tabac une partie du revenu familial qui, autrement, serait dépensé en nourriture. Au Bangladesh, par exemple, on estime que les dépenses quotidiennes du fumeur type représenterait un ajout de 150 calories au régime alimentaire d'un ou de deux enfants.

## La Déclaration d'Ottawa

La Déclaration d'Ottawa sur le tabac et le développement durable vise à mettre la question du tabac au premier plan des enjeux du développement. Les scientifiques et les bailleurs de fonds qui luttent contre le tabagisme se fondent sur ce document pour faire reconnaître que, si l'usage du tabac est extrêmement nocif pour la vie et la santé humaines, il représente également un obstacle de taille au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Nous lançons un appel pour que la lutte contre le tabagisme soit dorénavant placée parmi les priorités absolues du programme de développement.

*Linda Waverley Brigden est directrice exécutive du secrétariat international Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac (RMCT) logé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une société d'État canadienne dont le siège est à Ottawa.*

---

## Renseignements :

**Linda Waverley Brigden**, Directrice exécutive, Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac (RMCT), CRDI, 250, rue Albert, CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163; téléc. : (613) 236-4026; courriel : [lbrigden@idrc.ca](mailto:lbrigden@idrc.ca)